



LA FEDERATION COMMUNIQUE

PIZZAS FRAÏCH'UP

UN NOUVEAU SCANDALE SANITAIRE

Des pizzas Fraïch'Up du groupe Nestlé ont été contaminées par la bactérie E. Coli. Un nouveau scandale alimentaire fait l'actualité. Il est évident que la productivité est incompatible avec la sécurité alimentaire.

Le dernier résultat net du groupe est en hausse de 40 %. Son avidité fait payer la note aux salariés et aux consommateurs. Les charrettes de licenciements se multiplient. L'introduction de la méthode Lean entraîne des négligences quant à la maintenance préventive, le nettoyage, les contrôles..., la polyvalence à outrance, la flexibilité, la précarité... Les problèmes sanitaires sont à rechercher dans ces causes.

59 cas de contamination ont été constatés, avec des conséquences très graves puisqu'on déplore deux décès depuis le début de l'année. L'ensemble des pizzas surgelées Fraïch'Up produites depuis le 1^{er} juin 2021 ont été retirées des rayons. Les enquêtes de l'administration se poursuivent et le site de fabrication situé à Caudry (59) est à l'arrêt. Nestlé France s'est exprimé par la voix de son directeur général qui a déclaré « *Il n'existe aucun lien avéré entre nos produits et les intoxications survenues* », alors que les autorités sanitaires confirment que déjà 19 cas sont liés à ces pizzas. Comme toujours, le groupe se dédouane. Ce serait la farine !!!! Affirmation démentie par les enquêteurs quelques jours plus tard. Nestlé est coutumier de tels agissements.

Il est hors de question qu'une nouvelle fois les salariés paient la note. Nestlé doit garantir la totalité des salaires et ne pas « voler » aux salariés, comme il l'a fait pendant la pandémie, les congés, les heures de Rtt... La politique du groupe avec le social au rabais, les conditions de travail déplorables, l'externalisation et la précarisation sont les causes de désastres industriels. Le nettoyage de nuit, réalisé par des hygiénistes a disparu, remplacé par de la production. Les salariés peu formés doivent assurer comme ils le peuvent.

Les responsabilités doivent être établies au plus tôt. L'autocontrôle, dont le patronat vante les mérites, doit céder la place à de véritables contrôles publics renforcés. La logique de recherche de profits immédiats montre sa nocivité et porte atteinte à une alimentation sécurisée et à la santé publique.

En lieu et place de telles réalités, ce sont des créations d'emploi et de véritables contrôles publics qui devraient être réalisés. De nouveaux droits syndicaux sont à gagner, dans les entreprises, pour contrecarrer ces stratégies mortifères. Nous ne laisserons pas nos industries alimentaires sacrifiées sur l'autel du profit patronal.

Montreuil,
Le 25 mars 2022